

TRIBUNE

Scandale du « cobalt responsable » de BMW et Renault au Maroc

vendredi 17 novembre 2023, par [Responsables syndicaux et associatifs, basés en France et au Maroc](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2023).

Pour la fabrication des batteries de leurs véhicules électriques, BMW et Renault s'approvisionnent en cobalt au Maroc en se vantant de leur politique d'achat éthique. « Cette publicité est mensongère et indécente. L'extraction de cobalt dans la mine de Bou Azzer, au sud du Maroc, se déroule dans des conditions choquantes, au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité, du droit du travail et de la liberté d'association », s'insurgent plusieurs responsables syndicaux et associatifs, basés en France et au Maroc.

Sommaire

- [Une catastrophe écologique](#)
- [Mineurs sacrifiés](#)

Photo @ Benjamin Bergnes (1)

Pour la fabrication des batteries de leurs véhicules électriques, BMW et Renault s'affichent en champions de la mine responsable. Depuis 2020, la marque allemande s'approvisionne en cobalt au Maroc auprès de la Managem, grande entreprise minière appartenant à la famille royale. En 2022, Renault l'a imité en signant un accord avec le groupe marocain portant sur l'achat de 5000 tonnes de sulfate de cobalt par an pour alimenter sa « *gigafactory* » dans les Hauts de France. Forts de ces contrats, les deux constructeurs automobiles ont mené des campagnes de presse pour vanter leur politique d'achat de matières premières éthiques, BMW assurant que « *l'extraction de cobalt par le groupe Managem répond aux critères de soutenabilité les plus exigeants* » en matière de respect des droits humains et de l'environnement.

Cette publicité est mensongère et indécente. L'extraction de cobalt dans la mine de Bou Azzer, au sud du Maroc, se déroule dans des conditions choquantes, au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité, du droit du travail et de la liberté d'association. Elle est responsable de violations de droits humains, d'une pollution majeure à l'arsenic et menace les ressources en eau de la région, comme l'ont révélé l'enquête de Celia Izoard sur *Reporterre* et le consortium d'investigation réunissant le quotidien *Süddeutsche Zeitung*, les radiotélévisions allemandes *NDR* et *WDR* et le journal marocain *Hawamich* (2).

-

Une catastrophe écologique

Les constructeurs automobiles n'ont jamais mentionné que la mine de Bou Azzer n'est pas seulement une mine de cobalt : c'est aussi une mine d'arsenic, substance cancérigène et hautement toxique. Depuis le démarrage de la mine par les Français en 1934, les déchets miniers chargés d'arsenic ont été massivement déversés en aval des usines de traitement. Dans les oasis de cette région désertique, sur un bassin versant de plus de 40 kilomètres, les eaux et les terres agricoles sont contaminées. A chaque crue, les résidus stockés dans les bassins de la mine continuent de se déverser dans les cours d'eau.

A Zaouit Sidi-Blal, commune de plus de 1400 habitants, cette pollution a fait disparaître toutes les cultures vivrières à l'exception des palmiers dattiers. Les représentants de la commune qui ont mené des procédures pour faire reconnaître la pollution ont été corrompus ou intimidés, si bien que la population n'a fait l'objet d'aucune compensation ou mesure de protection.

Dans le village de Bou Azzer, à proximité immédiate du site minier, treize familles et une vingtaine d'enfants se trouvent dans une situation d'urgence sanitaire manifeste. Faute d'avoir été relogés, ils vivent à quelques centaines de mètres des bassins de déchets contenant des dizaines de milliers de tonnes d'arsenic, au milieu des émanations d'acide sulfurique, sans argent pour se soigner.

Depuis vingt ans, la mine de Bou Azzer, exploitée en zone désertique, n'a cessé d'augmenter sa production. Le traitement des minerais consomme des centaines de millions de litres d'eau par an dans cette région durement frappée par la sécheresse. Les nappes phréatiques sont si basses que, dans certains villages voisins de la mine, l'eau doit être coupée plusieurs heures par jour. A l'évidence une telle exploitation ne peut être considérée comme « *soutenable* ».

-

Mineurs sacrifiés

Les conditions d'extraction à Bou Azzer sont aussi alarmantes qu'illégales. Alors que le recours à l'emploi temporaire pour les mineurs de fond est interdit au Maroc, des centaines d'employés de la mine travaillent en contrat à durée déterminée pour des entreprises de sous-traitance. Ces mineurs travaillent sans protection et ne sont même pas prévenus de l'extrême toxicité des poussières qu'ils inhalent. Les galeries de la mine s'effondrent fréquemment faute d'équipement adéquat, entraînant des décès ou des blessures graves. Les entreprises sous-traitantes ne disposent d'aucune ambulance pour évacuer les blessés, qui sont transportés en camion. Les nombreux mineurs atteints de silicose et de cancer sont licenciés et leurs maladies professionnelles ne sont pas déclarées. Arrivés à la retraite, certains survivent avec une pension de moins de 100 euros par mois et n'ont pas les moyens de soigner les maladies contractées dans les galeries de Bou Azzer.

Enfin, si la Managem prétend « *promouvoir les libertés syndicales et les droits d'association* », la situation politique du Maroc aurait dû amener BMW et Renault à s'intéresser de près à l'application de ces droits humains. Il n'existe à Bou Azzer qu'un syndicat aux ordres de la direction, et pour cause ! En 2011-2012, lors de la dernière grande grève sur le site, les tentatives d'implanter une section de la Confédération des travailleurs ont été violemment réprimées. Les mineurs qui occupaient le fond et qui n'exigeaient que l'application du droit du travail ont été passés à tabac, des grévistes ont été torturés et poursuivis pour « *entrave au travail* », de même que les membres de l'Association marocaine pour les droits humains qui soutenaient leurs revendications.

Comment, dans ces conditions, les firmes BMW et Renault osent-elles vanter leurs politiques d'achat de « *cobalt responsable* » ? Au regard ne serait-ce que des lois sur le devoir de vigilance des

entreprises, elles auraient dû prendre connaissance de la situation réelle des mineurs et des riverains de Bou Azzer. Elles auraient dû tout mettre en œuvre pour faire cesser cette situation qui découle d'infractions caractérisées au droit du travail, de l'environnement et de la santé publique. Mieux encore, elles devraient renoncer à la production en masse de véhicules qui ne sauraient être ni soutenables ni écologiques. Les luxueuses BMW i7 pèsent 2,5 tonnes et sont équipées de batteries de 700 kg. La justice sociale et l'urgence écologique imposent aux constructeurs automobiles et aux dirigeants de prendre leurs responsabilités : adopter des mesures drastiques pour réduire le poids et le nombre des véhicules qui circulent sur nos routes. La « *transition* » pseudo-écologique portée par les pouvoirs publics et les milieux économiques ne doit pas ouvrir la voie au greenwashing le plus éhonté, condamnant travailleurs et riverains à des conditions de travail et d'environnement incompatibles avec la santé et la dignité humaines et renforçant des logiques néocoloniales.

(1) *Tous nos remerciements à Benjamin Bergnes, photographe, qui nous cède le droit de disposer de cette photo dans le cadre exclusif de cette tribune.*

Premiers signataires :

Annie Thébaud-Mony, Association Henri-Pézerat

Alice Mogwe, présidente de la Fédération internationale pour les droits humains

Patrick Baudouin, président de la Ligue des droits de l'Homme

Agnès Golfier, directrice de la Fondation Danielle-Mitterrand

Lawryn Remaud, Attac France

Jawad Moustakbal, Attac Maroc/CADTM Maroc

Hamid Majdi, Jonction pour la défense des droits des travailleurs, Maroc

Pascale Fouilly, secrétaire générale du syndicat national des mineurs CFDT, assimilés et du personnel du régime minier de sécurité sociale

Marie Véron, coordinatrice de l'Alliance écologique et sociale (qui réunit les Amis de la Terre, Attac, la Confédération paysanne, FSU, Greenpeace France, Oxfam France et Solidaires)

(2) *Sur Reporterre :*

[BMW et Renault impliqués dans un scandale écologique au Maroc](#)

[Mines au Maroc : la sinistre réalité du « cobalt responsable »](#)

[Au Maroc, une mine de cobalt empoisonne les oasis](#)

Dans la presse allemande :

[Schwere Vorwürfe gegen BMW-Zulieferer](#)

[BMW und die Mär vom sauberen Kobalt](#)

[NDR/WDR/SZ : Massive Vorwürfe gegen Zulieferer von BMW](#)

[Schmutzige Kobalt-Gewinnung : Vorwürfe gegen BMW-Zulieferer](#)

[BMW-Zulieferer in Marokko soll Umwelt- & Arbeitsstandards verletzen](#)

Sur Hawamich :

البيان : البيان "BMW" الموردين للمركبات في المغرب "تتجاهل" المعايير البيئية والعملية

P.-S.

- Les invités de Mediapart. 13 NOVEMBRE 2023 : <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/131123/scandale-du-cobalt-responsable-de-bmw-et-renault-au-maroc>
- Les invités de Mediapart

Dans cet espace, retrouvez les tribunes collectives sélectionnées par la rédaction du Club de Mediapart.